



RAPPORT DES RESULTATS 2015

PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES AU BENIN – VOLET OPERATIONNEL (PROFI-VO)

BEN 1302811

ACRONYMES	3
1 APERÇU DE L'INTERVENTION	5
1.1 FICHE D'INTERVENTION	5
1.2 EXECUTION BUDGETAIRE (EN EUR)	7
1.2.1 <i>Contribution belge</i>	7
1.2.2 <i>Contribution nationale</i>	7
1.3 AUTOEVALUATION DE LA PERFORMANCE	8
1.3.1 <i>Pertinence</i>	8
1.3.2 <i>Efficacité</i>	8
1.3.3 <i>Efficiences</i>	8
1.3.4 <i>Durabilité potentielle</i>	8
1.4 CONCLUSIONS	9
2 MONITORING DES RESULTATS	10
2.1 ACTIVITES DE DEMARRAGE	11
2.1.1 <i>État d'avancement des principales activités de démarrage</i>	11
2.1.2 <i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
2.2 GESTION DES RISQUES	12
3 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE	14
4 ANNEXES	15
4.1 CRITERES DE QUALITE	15
4.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	15
4.3 CADRE LOGIQUE MIS A JOUR	16
4.4 APERÇU DES MORE RESULTS	25
4.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	26
4.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	32
4.7 FEUILLE DE ROUTE PROFI VO	33

Acronymes

Sigles	Définitions
ADF	American Development Fund
AIMAEP	Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
ASPS	Amélioration de la qualité sanitaire et phytosanitaire des produits agro-alimentaires
AT	Assistant Technique
CARDER	Centre d'Action Régional pour le Développement Rural
CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CEV	Comité d'Etude et de Validation
CNOS/PSRS	Comité National d'Orientation et de suivi de la mise en œuvre du PSRSA
CONAFIL	Commission Nationale des Finances Locales
CRAV AD	Conseil Régional d'Analyse et de Validation dans l'Atacora-Donga
CRM MC	Conseil Régional des Maraîchers du Mono-Couffo
CRR MC	Conseil Régional des Riziculteurs du Mono-Couffo
CS	Convention Spécifique
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement
CTOS	Comité Technique d'Orientation et de Suivi
DAO	Dossier d'Appel d'Offre
DDPD	Direction Départemental de Planification et de Développement
DET	Diagnostic Economique et Territorial
DIO CARDER	Diagnostic institutionnel et Organisationnel des Centre Agricole Régional pour le Développement Rural en appui aux Communes en matière de développement agricole
DIO Commune	Diagnostic institutionnel et Organisationnel des Communes en appui au développement économique
DRC	Direction de la Règlementation et du Contrôle
E.SOKO	Electronic Market (Système d'information de marché, SOKO signifiant marché en langue Swahili)
FADeC	Fonds d'Appui au Développement des Communes
FAFA AD	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles des départements de l'Atacora et de la Donga
FAFA MC	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles des départements du Mono et du Couffo
FAIA	Facilité d'Appui aux Investissements Agricoles
FADEA	Fonds d'Appui au Développement de l'Entrepreneuriat Agricole
FNDA	Fonds National de Développement Agricole
FODEFI	Fonds de Développement des Filières
GT2DAT	Groupe Technique de Déconcentration et de Décentralisation de l'Administration Territorial
IC	Investissement Communal
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MDGLAAT	Ministère de la Décentralisation, de la Gouvernance Locale, de l'Administration et de l'Aménagement du Territoire
MIP	Microprojets
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONS	Office National de Soutien aux revenus agricoles
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACER	Programme d'Appui à la Croissance Economique Rurale
PADA	Projet d'Appui au Développement Agricole

Sigles	Définitions
PEA	Projet d'Entrepreneuriat Agricole
PAI	Plan Annuel d'Investissement
PICA	Système d'Information du Marché pour les filières Maraichage et Riz, sur la base des systèmes existants
PONADEC	Politique Nationale de Décentralisation et de Déconcentration
PNIA- Bénin	Programme National d'Investissement Agricole du Bénin
PSDCC	Projet de Services Décentralisés Conduits par les Communautés
PSNF	Prestation de Services Non Financiers
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
SCDA	Secteur Communal pour le Développement Agricole
SMCL	Structure Mixte de concertation Locale
UAC	Unité d'Appui et de Coordination
UFAI	Unité Fonctionnelle d'Appui Institutionnel
UFR AD	Unité Fonctionnelle Régionale Atacora-Donga
UFR MC	Unité Fonctionnelle Régionale Mono-Couffo
URP	Union Régionale des Producteurs

1 Aperçu de l'intervention

1.1 Fiche d'intervention

Pays	Bénin
Titre de l'intervention	PROFI – Volet opérationnel
Code du programme	BEN1302811
Zone d'intervention	Départements de l'Atacora, de la Donga, du Mono et du Couffo
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)
Groupes cibles	Producteurs et transformateurs de riz, anacarde, maraîchage, opérateurs privés en amont de la filière
Date convention spécifique	8 octobre 2015
Durée de la convention spécifique	72 mois
Durée de l'intervention	48 mois (01/01/2016 - 31/12/2019)
Date de démarrage	1 janvier 2016
Contribution du pays partenaire	1.000.000 EUR
Contribution belge	18.000.000 EUR
Brève description de l'intervention	L'intervention est une composante du programme-cadre de la coopération bénino-belge dans le secteur agricole. Il s'agit de la Composante «Appui opérationnel » qui s'articule et complète le volet « Appui institutionnel » dudit programme. La première est centrée sur le développement des filières et chaînes de valeurs ajoutées et la seconde doit favoriser l'émergence d'un environnement institutionnel plus favorable à ces dernières.
Objectif global	La compétitivité, l'attractivité et l'accès des productions et produits aux marchés grâce à la promotion des filières agricoles sont assurés dans le respect des rôles des différents acteurs opérationnels, afin de contribuer à assurer de façon durable la souveraineté alimentaire et nutritionnelle du Bénin
Objectif spécifique	Les exploitations familiales et les entreprises rurales des deux régions d'intervention (Mono/Couffo et Atacora/Donga) opérant dans les filières prioritaires (Anacarde, riz et maraîchage) ont amélioré et sécurisé leur plus-value économique par une intégration formelle dans des chaînes de valeur performantes, respectueuses des normes environnementales et sanitaires.
Résultats	Résultat 1 : Les exploitations familiales professionnalisées offrent un produit concurrentiel sur des marchés porteurs clairement identifiés
	Résultat 2 : Les entreprises rurales offrent des services de qualité accessibles aux exploitations agricoles des filières

	Résultat 3 : Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières
	Résultat 4 : La gouvernance et la performance des filières prioritaires sont améliorées grâce à une meilleure articulation des opérateurs, dans le respect de l'environnement et de l'équité entre les genres.
	Résultat 5 : Le passage à l'approche programme permet d'améliorer l'effcience et l'efficacité des interventions de la coopération belge pour le secteur agricole

1.2 Exécution budgétaire (en EUR)

1.2.1 Contribution belge

Résultats	Budget (EUR)	Dépenses (EUR)		Solde budgétaire	Taux EXE
		Dépenses précédentes	Période couverte par le rapport (2015)		
Totaux	18 000 000	0	55 715,29	17 944 284,71	0,31%
Les exploitations familiales professionnalisées offrent un produit concurrentiel sur des marchés porteurs clairement identifiés	5 003 670	0	0	5 003 670	0%
Les entreprises rurales offrent des services de qualité accessibles aux exploitations agricoles des filières	1 485 200	0	0	1 485 200	0%
Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières	2 370 000	0	0	2 370 000	0%
La gouvernance et la performance des filières prioritaires sont améliorées grâce à une meilleure articulation des opérateurs, dans le respect de l'environnement et de l'équité entre les genres.	2 015 520	0	0	2 015 520	0%
Frais communs liés directement aux résultats	3 694 500	0	52 634,58	3 641 865,42	1,42%
Réserves	5 110	0	0	5 110	0%
Moyens généraux	3 426 000	0	3080,71	3 422 919,29	0,09%

La période de mise en œuvre du programme qui est de cinq ans a commencé le 1^{er} janvier 2016. Cependant en 2015 des activités liées à l'acquisition d'équipements et à la phase de démarrage du projet ont été réalisées.

Ainsi, au 31 décembre 2014, le taux d'exécution global est de 0,31%.

1.2.2 Contribution nationale

NA (vu que le démarrage à partir de 1 janvier 2016)

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	A

La mise en œuvre du programme sectoriel agricole s'inscrit dans la vision du PSRSA : "Faire du Bénin une puissance agricole dynamique à l'horizon 2015, compétitive, attractive, respectueuse de l'environnement, créatrice de richesse répondant aux besoins de développement économique et social de la population." Le PSRSA définit comme orientation fondamentale de rendre le secteur agricole performant à travers la promotion des filières afin de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire par (i) la professionnalisation des exploitations de type familial (ii) la promotion de l'entrepreneuriat agricole. Le PROFI s'inscrit donc en droite ligne des objectifs du PSRSA.

Le Secrétariat Général du Ministère de la Santé (SGM) constitue l'ancrage institutionnel le plus approprié pour le programme. Il offre avec les CARDER, qui sont l'ancrage du programme au niveau décentralisé, une grande opportunité de double ancrage.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	N/A

La période sous-revue marquait le début de la préparation du démarrage du programme. Il est prématuré toutefois d'apprécier l'efficacité du programme sur cette base.

1.3.3 Efficience

	Performance
Efficience	N/A

L'appréciation de cette rubrique n'est pas possible, la phase opérationnelle n'ayant pas encore commencé.

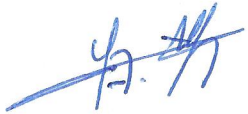
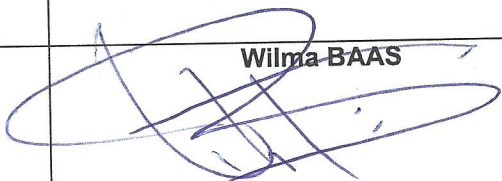
1.3.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	N/A

Le PROFI est une continuité des interventions FAIA et FAFA passant de l'approche projet à l'approche programme. Il est prématuré d'étudier la durabilité pour l'instant.

1.4 Conclusions

Le PROFI Volet Opérationnel a démarré le 1^{er} janvier 2016, à la suite des interventions opérationnelles achevées FAIA et FAFA. La période sous-revue a connu l'exécution d'activités visant l'acquisition d'équipements et le lancement de la phase opérationnelle du programme.

Fonctionnaire exécution nationale ¹	Fonctionnaire exécution CTB ²
Yacoubou Zakari ALLOU 	Wilma BAAS 

¹ Nom et signature

² Nom et signature

2 Monitoring des résultats³

NA

³ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.1 Activités de démarrage

Le plan d'action de la phase de démarrage du programme comporte des activités dont les principales sont listées dans le tableau ci-dessous.

2.1.1 État d'avancement des principales activités de démarrage

État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Organiser la sélection et les conditions d'installation du personnel de l'intervention		X		
Réviser les manuels de procédures administratives, financières et de coordination du programme		X		
Identifier les besoins d'appui logistique les plus urgents (équipements), et préparer les marchés publics et accords d'exécution		X		
Elaborer et valider les processus de suivi évaluation du programme et déterminer les valeurs de base des indicateurs.			X	

2.1.2 Analyse des progrès réalisés

La majorité des activités de démarrage ont lieu dans les délais voulus.

La totalité du personnel est en place à bonne date.

L'analyse organisationnelle participative a été réalisée à bonne date et la rédaction d'un manuel opérationnel dont un draft est déjà disponible est en cours.

.

⁴ A : Les activités sont en avance
B : Les activités sont dans les délais
C : Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.
D : Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

2.2 Gestion des risques

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progrès	Statuts
Risque de manque de cohérence et de synergie entre les volets et unités fonctionnels du programme	Q1 2016	OPS	Low	Medium	Low Risk	Organiser ateliers de planifications communs; Réaliser les choix des thématiques commun VI/VO ; Réaliser Ateliers thématiques ; Réaliser les visites terrain	Resp. UAC	juin-16		Nouveau
Risque de la faible qualité des ouvrages IC lié à la faible disponibilité des agents des mairies dans le suivi des IC (plusieurs dossiers à gérer, formation,...)	Q1 2016	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Poursuivre SIS; Etudes de faisabilité systématiques pour les aménagements; Implication des CARDER /DGAER dans le suivi;	ATN MO	déc-16		Nouveau
Pour l'ensemble des résultats : Risque de perte d'efficacité des structures partenaires (OPA, CARDER, PSNF) dans la mise en œuvre des activités en lien avec le faible niveau de coordination des interventions dans la Région	Q1 2016	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Budgétisation des CDC dans les PTBA CARDER;	Resp UFR	déc-15		Nouveau

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Période d'identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progrès	Statuts
Risque de perturbation des programmations en lien avec les activités électorales	Q1 2015	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Prise en compte du calendrier électoral dans la programmation des activités ; flexibilité dans la programmation;	Resp UFR	déc-15		Nouveau
Risque de la qualité des études de faisabilité des Investissements communaux	Q1 2016	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Impliquer DGAER dès début de processus (DAO, Attribution, Suivi)	ATN MO	oct-15		Nouveau

3 Pilotage et apprentissage

NA

4 Annexes

4.1 Critères de qualité

NA

4.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

NA

4.3 Cadre logique mis à jour

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Conditions critiques/hypothèses
Objectif général : "La compétitivité, l'attractivité et l'accès des productions et produits aux marchés grâce à la promotion des filières agricoles sont assurés dans le respect des rôles des différents acteurs opérationnels, afin de contribuer à assurer de façon durable la souveraineté alimentaire et nutritionnelle du Bénin "	Indicateurs-clés Evolution du ratio PIBA/dépenses Publiques agricole Accroissement de la contribution des filières prioritaires au PIBA	Cellule suivi - évaluation du MAEP et INSAE	Soutien permanent du gouvernement aux structures appuyées et budgets prévus effectivement débloqués Disponibilité des données par filière.
Objectif Spécifique: Les exploitations familiales et les entreprises rurales des deux régions d'intervention (Mono/Couffo) et Atacora/Donga) opérant dans les filières prioritaires (Anacarde, riz et maraîchage) ont amélioré et sécurisé leur plus-value économique par une intégration formelle dans des chaînes de valeur performantes, respectueuses des normes environnementales et sanitaires	Nombre d'acteurs impliqués dans les filières Valeur ajoutée des filières dans les régions Evolution des revenus nets des exploitations, venant des ventes de leurs produits anacarde, riz, maraîchage Evolution des revenus nets et emplois créés par des entreprises agricoles Indicateurs de suivi genre spécifiques : Revenus Femmes par rapport aux Revenus totaux des projets ; Taux de projets femmes /projets totaux ; Taux de volume de la subvention femmes/subvention totale ; Taux de protocoles recherche action financés pour femmes / protocoles total.	Enquêtes au début et à la fin de l'intervention Données recensées par les OP filières et PSNF	Absence de modification substantielle du cadre naturel et sociopolitique Evolution positive de la demande du marché
Résultat 1: Les exploitations familiales agricoles professionnalisées offrent un produit concurrentiel sur des marchés porteurs	Pourcentage d'exploitations agricoles appuyés qui ont appliqué des itinéraires techniques répondant à la demande du marché et répondant mieux aux méthodes de production durable (H/F) Evolution des rendements et des quantités produites par région et par filière Evolution des volumes des transactions commerciales des coopératives/groupements par filière Evolution du nombre des contrats formels et informels entre les groupements/coopératives et leurs acheteurs Evolution de la marge brute (à l'ha) (H, F)	Données d'échantillons d'acteurs par filières Rapport des OP et Carder sur le Conseil agricole Données recensées par les OP filières	Les conditions climatiques ne perturbent pas démesurément les pratiques agricoles Les délais de passation des marchés pour l'acquisition de matériel sont raisonnables

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Conditions critiques/ hypothèses
Résultat 2 : Les entreprises rurales offrent des services de qualité accessibles aux exploitations familiales agricoles des filières prioritaires	Evolution de la quantité, qualité et accessibilité des services privés aux exploitations agricoles Evolution du nombre d'exploitations agricoles qui utilisent les services privés des entreprises privées	Enquête communale (3) sur les principaux services identifiés (appro semences, intrants, réparation matériel, labour/..)	Les commandes d'intrants spécifiques sont possibles Des centres de promotion/ accompagnement des entreprises sont disponibles et compétents Les IMF et les banques commencent à rentrer dans le financement du secteur
Résultat 3 : Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières	Evolution du % d'ouvrages réalisés effectivement utilisés, bien gérés, rentables et entretenus (rapport SIS) Evolution du processus de concertation entre acteurs sur le choix et la réalisation des IC (critères possibles : nombre de réunion initiale, implication des OP dans des instances de sélection de prestataires, existence d'un contrat de délégation des ouvrages...) Evolution du volume de recettes propres générées à la Commune par l'exploitation des ouvrages et aménagements réalisés Accès et contrôle des infrastructures par les femmes (AHA, hangars, boutiques) ; Taux d'entreprises féminines formalisés / entreprises totaux formalisé	Rapport des Services d'intermédiation sociale Enquêtes communales, rapport SIS, rapport Carder (SDC) et analyse des éléments qualitatifs Rapports de comptes des communes Rapport des SIS	Poursuite effective de la politique de décentralisation Les communes sont à l'écoute des services déconcentrés Les études et la sélection des projets prennent en compte les critères de genre et environnementaux
Résultat 4: La gouvernance et la performance des filières prioritaires sont améliorées grâce à une meilleure articulation des opérateurs, dans le respect de l'environnement et de l'équité entre les genres	Taux de satisfaction des membres des coopératives par rapport aux services rendus par leurs Unions et leur faitières Taux de sociétariat (% des membres en règle vis-à-vis de leurs coopératives par rapport au nombre total de membres) Niveau de fonctionnalité des OPA et tables filières dans les CVA (critères : % des ressources propres mobilisées par les OPA/groupements/tables filières pour assurer leur fonctionnement, implication quantitative et qualitative des femmes et des jeunes dans les instances décisionnelles des OPA, Nombre et qualité de recommandations issues des instances de décisions des OPA clairement inspirées par une préoccupation genre ou production	Scans et auto-évaluation des OPA (et enquêtes des membres) Etudes, prospection, analyse des contrats Suivi d'un échantillon d'OPA et d'entreprises	L'appui aux OPA des différents partenaires est harmonisé et aligné aux plans stratégiques des OPA Respect des rôles et responsabilité des différentes familles d'acteurs des filières Bonne communication et partenariat entre bailleurs qui appuient les CVA (GIZ pour l'anacarde notamment)

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Conditions critiques/ hypothèses
	durable et effectivement mises en œuvre,...genre/environnement,) Evolution du marché des CVA sélectionnées (carnet de client, qualité, localisation, prix) Indicateurs genre : Nombre de femmes bénéficiaires des services des coopératives ; Taux des femmes membres des coopératives / membres total ; Taux des femmes / total des postes dans les instances de décision des coopératives de niveau communal ; Taux des femmes membres dans les instances de décision des unions de niveau régional ; Niveau de prise en compte du genre dans les OPA		
Résultat 5 : Le passage à l'approche programme permet d'améliorer l'efficience et l'efficacité des interventions du programme bénino-belge pour le secteur agricole	Evolution de la perception de l'efficience de l'aide par les principaux acteurs de terrain, à savoir les communes, les SCDA et les Unions de Producteurs Evolution de la perception de l'efficacité au niveau des Unités Fonctionnelles Nombre et qualité des outils produits	Suivi d'un indice composite Grille d'analyse partagée avec EST	La mise en place du 4° contrat de gestion permet de réelles avancées vers une approche programme cohérente. L'UAC se positionne effectivement comme une structure d'appui-conseil et non comme un maillon supplémentaire dans la chaîne de contrôle

Résultat 1: Les exploitations familiales professionnalisées offrent un produit concurrentiel sur des marchés porteurs	
Activités 1.1. Elaborer des paquets techniques à destination des exploitants familiaux et réviser les mécanismes de mise à disposition des micro- projets de production et de commercialisation	Définition des bassins de production dits prioritaires au sein des deux régions d'intervention. Définition et élaboration des paquets techniques pour chaque CVA. L'élaboration de paquets d'appui sera un processus participatif dans lequel les propositions de l'équipe du programme seront évaluées par un groupe plus large de parties prenantes. Elaboration des itinéraires techniques nécessaires (pour des produits de qualité demandés dans le marché et pour les plus-values économiques des exploitations agricoles). Révision conjointe des conditions d'octroi des MIC Réflexions conjointes avec les institutions de micro-finance sur les complémentarités et collaborations potentielles. Contrôle des produits phytosanitaires et de la qualité des intrants par le CARDER.
Activités 1.2 : Accompagner et financer la mise en œuvre des micro-projets de production (MIC)	Campagne de promotion par les partenaires de mise en œuvre du programme (unions, les SCDA et les IMF). Le nombre de MIC qui sera sélectionné et les conditions principales seront communiqués. Les moyens de communication seront adaptés aux capacités et institutions locales des femmes et des jeunes. Les MIC seront également promus dans les groupes identifiés d'opérateurs de marché. Appui à l'élaboration des initiatives des groupements : il s'agit principalement d'accompagner l'évaluation de leur propre capacité pour cette opportunité et de la sélection de leurs membres qui peuvent faire appel à l'appui d'un MIC. Mise en relation des groupements avec les fournisseurs d'intrants spécifiques et d'équipements. Facilitation des relations entre les groupements villageois et les unions communales pour la recherche de marchés spécifiques ou d'économie d'échelle
Activités 1.3: Accompagner la mise en œuvre du dispositif de conseil agricole aux exploitations familiales	Elaboration de typologie des exploitations Mise en place du Conseil Technique et méthodologie champs-école Paysans : sensibilisation des agriculteurs au niveau des bassins de production sélectionnés, Sélection des facilitateurs endogènes (1 homme et une femme) par les unions et réseau genre, formation intensive des candidats facilitateurs (sur le conseil agricole technique et la production durable, CEF aux producteurs, genre), encadrement par le CARDER (général, champs-école ou FFS) et par les unions Mise en place des champs-école paysans par les facilitateurs formés. L'apprentissage pratique par les paysans se fait dans une exploitation CEP, ou les paysans se rencontrent régulièrement pour apprendre à mettre en place différentes expérimentations. En lien avec le Fonds de recherche-action : identification de thèmes techniques et économiques, production durable et genre ...(en équilibre avec la profitabilité économique et le genre), sur des modèles économiques intra-chaine (financement intra-chaine, rentabilité des FdR pour la précollecte des produits par les unions,...) et sur des équipements adaptés et économiquement rentables,

Activités 1.4 : Renforcer les groupements et unions communales dans leurs capacités à rendre des services spécifiques d'approvisionnement et de commercialisation à leurs membres	Formation et accompagnement des animateurs "gestion-commercialisation-OP" des unions ; Diagnostic des capacités des coopératives/groupements (capacité de gestion interne et de commercialisation) et développement participatif des stratégies de renforcement ; Formation et accompagnement des OPA communales et villageoises au niveau des thèmes suivants : Capacités à contribuer à la planification du développement agricole, ainsi qu'au fonctionnement des structures de niveau supérieur (Régional) Pouvoirs de négociation et de tissage d'alliance au sein des chaînes de valeur, notamment pour ce qui concerne la négociation des contrats. Compréhension des dynamiques de marché (exigences et les opportunités). Négociation avec les institutions financières Dynamiques de gestion interne des coopératives/groupements de base et au développement de systèmes de collecte et de contrôle de qualité ; Participation à la gouvernance sectorielle au niveau communal. Facilitation (animation par les animateurs) des tables filières locales et appui ponctuel à leurs activités
Résultat 2 : Les entreprises rurales offrent des services de qualité accessibles aux exploitations agricoles des filières	
Activités 2.1 : Réviser les mécanismes d'accompagnement et de financement des projets d'entrepreneuriat agricole	Développer un cycle d'accompagnement entrepreneurial comme un processus à plusieurs étapes : le cycle d'accompagnement devrait s'étendre sur une période de 12 à 36 mois Réflexions conjointes avec les structures à même s'appuyer le processus d'accompagnement des entreprises rurales Appuis à l'acquisition des modules et outils de formation Révision des manuels de procédures et des modalités de sélection, élaboration de fiches techniques « types » Accompagner la réflexion sur la mise en place des guichets FNDA et l'harmonisation des mécanismes de soutien avec les autres PTF
Activités 2.2 : Accompagner et financer la mise en œuvre de projets d'entrepreneuriat visant le renforcement de l'offre de services de proximité aux exploitations familiales	Accompagnement des groupements dans la concrétisation de l'idée de projets, avec analyse des contraintes, difficultés,... Accompagnement à la définition de produits financiers répondre aux besoins de ces groupes spécifiques. Analyse des besoins en services/biens par les entreprises et des goulots d'étranglement des filières ; recherche proactive des entreprises existantes ou potentielles répondant aux besoins identifiés ; Facilitation des entreprises au marché/ clients et facilitation de contractualisation ; Accompagnement à la mise en conformité à l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux droits des coopératives Organisation de formations spécifiques des membres et des agents salariés Accompagnement de la mise en œuvre des projets d'entrepreneuriat agricole

Activités 2.3 : Accompagner et financer la mise en œuvre de projets d'entrepreneuriat agricole (PEA) structurants et à forte valeur ajoutée plus complexes et à forte valeur ajoutée pour la compétitivité des filières	Analyse des besoins en services/biens par les entreprises et des goulots d'étranglement des filières ; Recherche proactive des entreprises existantes ou potentielles répondant aux besoins identifiés ; Réflexion et négociation avec les entreprises sélectionnées pour améliorer leurs services en fonction des besoins du marché. Analyse au cas par cas des besoins spécifiques des entreprises ; Appui au fonctionnement et à la gestion efficiente des fonds compétitifs pour les petites entreprises Facilitation des entreprises au marché/ clients et facilitation de contractualisation ; Appui-conseil en gestion pendant quelques années; Appui des entreprises au montage des projets et à l'accès aux financements auprès des SFD ; Organisation des comités de sélection pour l'octroi de financements pour la mise en œuvre des plans d'affaires. Informier et mobiliser les IMF et les banques; formation/ateliers pour le personnel technique et élus des OP et IMF; Visites d'échange Facilitation des IMF sur le terrain et inclusion des IMF dans le
Activité 2.4 : Renforcer l'offre et de la présence des services non financiers dans les zones d'intervention	Poursuivre le travail d'identification et d'accréditation des prestataires dans les zones d'intervention. Analyse des besoins en formation et renforcement par groupe spécifique Organisation de séances d'information et de formation continues, adaptées aux différents groupes de prestataires, visites d'échanges. Renforcement des outils et méthodes de formation à l'entrepreneuriat ; renforcement du dispositif d'analyse et d'accompagnement des porteurs de projets ; Prise en compte du genre et de l'environnement Facilitation des services et conseils utiles aux entreprises ;

Résultat 3: Des infrastructures communales sont réalisées et mises en valeur au terme d'un processus concerté entre les acteurs des filières	
Activités 3.1: Améliorer la concertation pour la définition, la mise en œuvre et le suivi des stratégies de développement agricole au niveau communal	Appuis au fonctionnement des cadres de concertation et Définition de dispositifs efficaces et efficients d'accompagnement dans les différentes phases Adaptation du manuel de procédures provisoire Renforcement des capacités des acteurs locaux et des tables filières pour contribuer à l'orientation des investissements agricoles communaux dans les filières Sensibilisation et récupération proactives des demandes des OPA et opérateurs du marché Facilitation des cadres de concertations et diagnostics (genre !) et renforcement des PNSF à ce sujet
Activités 3.2: Réaliser des études techniques et socio-économiques préparatoires à la mise en place des investissements communaux	Diagnostic de base de la demande afin d'engager la discussion avec les paysans et les communes sur les contraintes rencontrées et les objectifs d'un éventuel aménagement. Les échanges servent de base aux études techniques. Etudes techniques pour les investissements hydro-agricoles Identifier les stratégies d'exploitation et définir une politique de financement adaptée : Si la gestion et l'entretien émarginent au budget communal, il s'agit de vérifier que les coûts sont effectivement budgétés et que les services de l'administration communale seront à même remplir ces tâches. Si la gestion et l'entretien sont par contre délégués, les modalités de contractualisation sont définies de manière concertée dès cette phase d'identification. Clarification du statut juridique des futurs ouvrages, des règles d'accès au foncier et désignation de l'instance responsable de la gestion. La décision de financement devra faire l'objet d'un contrat avec le groupe demandeur. Pour les investissements publics dont la gestion ne relève pas du mandat des autorités communales, le programme appuie la définition des contrats de délégation de gestion aux comités de gestion et accompagne la première année de mise en œuvre.
Activités 3.3: Accompagner la mise en place des investissements communaux et intercommunaux dans les filières prioritaires	Réalisation des Dossiers d'Appel d'Offres et recrutement des entreprises pour l'exécution des travaux d'aménagement des marais ou de périmètres irrigués et des enrochements en gabions de protection. Ces travaux doivent être réalisés par des entrepreneurs expérimentés, équipés et réputés. Les conditions administratives sont imposées par le Maître d'Ouvrage et par le bailleur de fonds. Surveillance des travaux : un bureau de surveillance sera recruté pour veiller au respect des prescriptions techniques et surveiller la tenue des cahiers de chantier. La durée de surveillance des travaux est égale à la durée du chantier majorée d'un mois pour clore les décomptes et les dossiers administratifs et financiers. Réception définitive des travaux : Les entrepreneurs doivent assurer une période de garantie d'un an après la réception provisoire, au cours de laquelle ils sont en charge des réparations qui résulteraient de malfaçons. À l'issue de cette période, une visite de réception définitive est organisée et la caution de garantie déposée par l'entrepreneur peut être levée. Suivi de l'utilisation des investissements : le suivi inclut les investissements réalisés en 2013 et 2014 par le projet FAIA.

Résultat 4: La gouvernance et la performance des filières prioritaires sont améliorées grâce à une meilleure articulation des opérateurs, dans le respect de l'environnement et de l'équité entre les genres	
Activités 4.1 : Réaliser des études de marché, des actions de sensibilisation et de promotion en appui à la mise en marché des produits agricoles dans les chaînes de valeur	Analyse des chaînes de valeur ciblées, analyse de la demande et des attentes des consommateurs en termes de qualité et de quantités. Mise en place des outils qui permettront de suivre l'impact des actions du projet sur le fonctionnement des filières, Réalisation d'études de marché spécifiques et analyse des besoins au niveau des acheteurs potentiels : Appuis à la mise en place de contrôles intégrés de contrôle des chaînes de valeur et de mécanismes de labellisation : Appui à la mise en œuvre de campagnes promotionnelles au travers des médias pour promouvoir les chaînes de valeur appuyées. Appui au fonctionnement des tables filières au niveau national et soutien aux initiatives conjointes qui pourraient émerger, comme la participation aux foires agricoles ou des à des événements de visibilité. Etudes sur la rentabilité de la précollecte, sur le niveau des prix nécessaires, le genre, pour les méthodes de production durable. Organisation de formation et suivi des entrepreneurs pour le respect des normes HACCP de sécurité sanitaire des aliments.
Activités 4.2: Renforcer la dynamique organisationnelle des organisations nationales et régionales dans les filières prioritaires	Renforcement du CCRB et de la FENAPAB pour leurs rôles d'appui et de structuration au niveau régional et communal : Formations et visites d'échange; Renforcement du CCRB et de la FENAPAB pour le plaidoyer, perçu comme un dialogue constructif pour améliorer l'environnement politique et influencer sur les politiques.
Activités 4.3: Développer des actions spécifiques en matière de genre et d'environnement	Organisation de formations, accompagnement et appuis à l'innovation pour le développement de méthodes et d'approches par les prestataires d'accompagnement (PSNF et SIS) Organisation de formation et accompagnement des OPA nationales, en vue d'améliorer la prise en compte du genre et de l'environnement dans leurs stratégies, le plaidoyer, le diagnostic, les plans d'action, Organisation de formation et accompagnement des OPA régionales, communales, villageoises: genre et environnement, gestion commerciale, priorités, approches du terrain et des réunions; Organisation d'évènements spécifiques (échange d'expériences des femmes entrepreneurs/OPA/...); Organisation de cours d'alphabétisation fonctionnelle afin que les femmes comprennent leurs contrats et les marchés, de même que la gestion de leur OPA, les itinéraires techniques, etc. ;

Résultat 5 : Le passage à l'approche programme permet d'améliorer l'efficience et l'efficacité des interventions du programme bénino-belge pour le secteur agricole	
A.5.1 Assurer la planification et la coordination des interventions	Organiser au début de l'année 2016 les ateliers pour préciser la planification opérationnelle (Voir Méthode More Results), inclus le rôle des différents acteurs, les changements attendus, les stratégies à mettre en œuvre, les hypothèses de travail Assurer la cohérence et la consolidation des planifications opérationnelles et financières en veillant à ce que les activités programmées contribuent effectivement à l'atteinte des objectifs spécifiques du programme et sont en cohérence avec les stratégies nationales. Faciliter les échanges entre les équipes et de favoriser les synergies, principalement entre le niveau central (MAEP) et le terrain. Institutionnaliser des exercices de capitalisation et de gestion des connaissances au niveau du Programme (y incluant des réflexions et échanges thématiques, (inter)sectoriels et méthodologiques entre acteurs et l'organisation des opérations de recherche/action. Appuyer la mise en place des accords stratégiques avec les principaux partenaires institutionnels pour une mise en œuvre efficace du Programme Assurer le déploiement efficace de l'expertise interne de l'assistance technique en appui des UF et les partenaires associés du Programme (consolidation TDR, planning, comptes rendus missions D'AT et formations) et faciliter le déploiement de l'expertise externe (courte/longue durée) en fonction des besoins du Programme ;
A.5.2. Mettre en place un dispositif de suivi évaluation performant	Mettre en place un système harmonisé de suivi évaluation orienté Gestion Axée Résultats, en utilisant les données de référence disponibles dans les projets actuels. La mise en œuvre du cadre logique sera régulièrement suivie et adaptée en fonction d'une réflexion critique sur l'état d'avancement des actions, des problèmes rencontrés et des changements dans le contexte où évolue le projet. Pour la gestion des informations issues du suivi-évaluation, il sera mis en place un système d'information et de gestion. Ce système comprend (1) une base de données comportant les données du cadre logique du projet, le détail des activités des différentes composantes, le détail des réalisations, les informations sur les bénéficiaires, les acquisitions des biens et services,... (2) un système d'information géographique permettant de visualiser et suivre l'historique des interventions et les caractéristiques socio-économiques des sites (3) un tableau de bord permettant de reprendre les principaux indicateurs de performance du projet pour une meilleure planification des activités. Le suivi en interne sera sous la responsabilité des Unités Fonctionnelles. Elles veilleront au respect du calendrier de collecte des informations, à leur qualité, à leur exhaustivité et à l'analyse participative des résultats qui en découlent. Le Chargé de S/E de l'Unité d'Appui apporte un appui aux Unités Fonctionnelles, assure la compilation
A.5.3. Capitaliser les expériences pour définir des approches, des méthodes et des outils adaptés à la promotion de chaînes de valeur inclusives	Stimuler les échanges méthodologiques autour de chantiers transversaux considérés comme prioritaires et sur lesquels le programme entend induire des changements significatifs : mécanismes de financement, promotion des filières prioritaires, conseils agricoles, gouvernance sectorielle, partenariats publics-privés,.... Mettre au point et à disposition les modèles et outils de planification et de rapportage (opérationnel, financier) en s'assurant de la prise en compte des thèmes transversaux dans les planifications et la gestion courante.

4.4 Aperçu des MoRe Results

NA

4.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

4.5.1. Rapport « Budget versus Actuels » : contribution belge

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811											
Project Title :		Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR									
Budget Version :		C01		Year to month : 31/01/2016							
Currency :		EUR									
YtM :		Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing									
			2016								
Status	Fin Mode	Amount	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
A UFR ATACORA DONGA		6.420.130,00	5.145,57	18.552,41				18.552,41	23.697,98	6.396.432,02	0%
01 Résultat 1: Les exploitations		2.894.930,00	0,00						0,00	2.894.930,00	0%
01 Financement de 50	COGEST	480.000,00	0,00						0,00	480.000,00	0%
02 Financement de 130	COGEST	1.369.350,00	0,00						0,00	1.369.350,00	0%
03 Financement de 40	COGEST	341.400,00	0,00						0,00	341.400,00	0%
04 Dispositif de conseil	COGEST	286.580,00	0,00						0,00	286.580,00	0%
05 Renforcement des	COGEST	216.400,00	0,00						0,00	216.400,00	0%
06 Recherche action en appui	COGEST	201.200,00	0,00						0,00	201.200,00	0%
02 Résultat 2: Les petites		724.400,00	0,00						0,00	724.400,00	0%
01 Financement micro-projets	COGEST	411.000,00	0,00						0,00	411.000,00	0%
02 Financement et	COGEST	251.200,00	0,00						0,00	251.200,00	0%
03 Renforcement de l'offre de	COGEST	62.200,00	0,00						0,00	62.200,00	0%
03 Resultat 3: Des		895.700,00	0,00						0,00	895.700,00	0%
01 Processus de concertation	COGEST	213.900,00	0,00						0,00	213.900,00	0%
02 Réalisation des études	COGEST	103.800,00	0,00						0,00	103.800,00	0%
03 Réalisation des	COGEST	578.000,00	0,00						0,00	578.000,00	0%
04 Resultat 4: La gouvernance		146.000,00	0,00						0,00	146.000,00	0%
01 Appui à la prise en compte	COGEST	146.000,00	0,00						0,00	146.000,00	0%
REGIE		8.224.620,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	8.099.015,80	2,00
COGEST		9.775.380,00	0,00						0,00	9.775.380,00	0,00
TOTAL		18.000.000,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	?	1,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 3/03/2016

Page: 1

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **C01**

Year to month : 31/01/2016

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

					2016						
Status	Fin Mode	Amount	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
05 Frais directs liés à latteinte		1.759.100,00	5.145,57	18.552,41				18.552,41	23.697,98	1.735.402,02	1%
01 Frais de personnel et	REGIE	1.401.600,00	0,00	18.552,41				18.552,41	18.552,41	1.383.047,59	1%
02 Frais de véhicules et	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	0%
03 Prestataires pour	COGEST	241.800,00	0,00						0,00	241.800,00	0%
04 Investissements véhicules	REGIE	115.700,00	5.145,57						5.145,57	110.554,43	4%
B UFR Mono Couffo		6.211.240,00	47.489,01	7.375,51				7.375,51	54.864,52	6.156.375,48	1%
01 Résultat 1: Les exploitations		2.108.740,00	0,00						0,00	2.108.740,00	0%
01 Financement de 50	COGEST	932.700,00	0,00						0,00	932.700,00	0%
02 Financement de 48	COGEST	749.760,00	0,00						0,00	749.760,00	0%
03 Conseil agricole aux	COGEST	223.080,00	0,00						0,00	223.080,00	0%
04 Renforcement des	COGEST	165.200,00	0,00						0,00	165.200,00	0%
05 Recherche action en appui	COGEST	38.000,00	0,00						0,00	38.000,00	0%
02 Résultat 2: Les petites		580.800,00	0,00						0,00	580.800,00	0%
01 Financement micro-projets	COGEST	271.000,00	0,00						0,00	271.000,00	0%
02 Financement et	COGEST	250.000,00	0,00						0,00	250.000,00	0%
03 Renforcement de l'offre de	COGEST	59.800,00	0,00						0,00	59.800,00	0%
03 Resultat 3: Des		1.474.300,00	0,00						0,00	1.474.300,00	0%
01 Processus de concertation	COGEST	208.000,00	0,00						0,00	208.000,00	0%
	REGIE	8.224.620,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	8.099.015,80	2,00
	COGEST	9.775.380,00	0,00						0,00	9.775.380,00	0,00
	TOTAL	18.000.000,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	?	1,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **C01** Year to month : 31/01/2016

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

				2016							
Status	Fin Mode	Amount	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
02 Réalisation des études	REGIE	191.300,00	0,00						0,00	191.300,00	0%
03 Réalisation des	COGEST	1.075.000,00	0,00						0,00	1.075.000,00	0%
04 Resultat 4: La gouvernance		112.000,00	0,00						0,00	112.000,00	0%
01 Appui à la prise en compte	COGEST	112.000,00	0,00						0,00	112.000,00	0%
05 Frais directs liés à l'atteinte		1.935.400,00	47.489,01	7.375,51				7.375,51	54.864,52	1.880.535,48	3%
01 Frais de personnel et	REGIE	1.531.200,00	0,00	7.375,51				7.375,51	7.375,51	1.523.824,49	0%
02 Frais de véhicules et	COGEST	0,00	0,00						0,00	0,00	?
03 Prestataires pour	COGEST	291.500,00	0,00						0,00	291.500,00	0%
04 Investissements	REGIE	112.700,00	47.489,01						47.489,01	65.210,99	42%
C UNITÉ D'APPUI ET DE		1.937.520,00	0,00	2.528,51				2.528,51	2.528,51	1.934.991,49	0%
01 Résultat 1: Les petites		180.000,00	0,00						0,00	180.000,00	0%
01 Révision des mécanismes	REGIE	180.000,00	0,00						0,00	180.000,00	0%
02 Resultat 2: La gouvernance		1.757.520,00	0,00	2.528,51				2.528,51	2.528,51	1.754.991,49	0%
01 Etudes de marché et	REGIE	134.120,00	0,00	0,00				0,00	0,00	134.120,00	0%
02 Dynamique	COGEST	491.400,00	0,00						0,00	491.400,00	0%
03 Capitalisation et	REGIE	189.400,00	0,00	2.528,51				2.528,51	2.528,51	186.871,49	1%
04 Personnel technique de la	REGIE	942.600,00	0,00						0,00	942.600,00	0%
X RÉSERVE BUDGÉTAIRE		5.110,00	0,00						0,00	5.110,00	0%
	REGIE	8.224.620,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	8.099.015,80	2,00
	COGEST	9.775.380,00	0,00						0,00	9.775.380,00	0,00
	TOTAL	18.000.000,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	?	1,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 9/03/2016

page: 3

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR

Budget Version : C01

Currency : EUR

YtM :

Year to month : 31/01/2016

Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

			2016								
Status	Fin Mode	Amount	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
01 Réserve budgétaire		5.110,00	0,00						0,00	5.110,00	0%
01 Réserve budgétaire	COGEST	5.110,00	0,00						0,00	5.110,00	0%
02 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	?
Z MOYENS GÉNÉRAUX		3.426.000,00	3.080,71	41.432,47				41.432,47	44.513,19	3.381.488,81	1%
01 Frais de personnel		1.953.600,00	487,68	37.710,78				37.710,78	38.198,46	1.915.401,54	2%
01 Assistance technique	REGIE	888.000,00	487,68	2.237,30				2.237,30	2.724,98	885.275,02	0%
02 Staff national en appui	REGIE	398.400,00	0,00	11.939,44				11.939,44	11.939,44	386.460,56	3%
03 Staff national en appui	REGIE	398.400,00	0,00	9.856,46				9.856,46	9.656,46	388.743,54	2%
04 Staff national en appui	REGIE	268.800,00	0,00	13.877,58				13.877,58	13.877,58	254.922,42	5%
02 Investissements		31.600,00	834,10						834,10	30.765,90	3%
01 Véhicules	REGIE	20.000,00	0,00						0,00	20.000,00	0%
02 Equipement IT	REGIE	8.400,00	834,10						834,10	7.565,90	10%
03 Aménagement bureau	REGIE	3.200,00	0,00						0,00	3.200,00	0%
03 Frais de fonctionnement		485.240,00	1.758,93	6,46				6,46	1.765,39	483.474,61	0%
01 Services et frais de	REGIE	14.400,00	0,00						0,00	14.400,00	0%
02 Frais de fonctionnement	REGIE	168.000,00	0,00						0,00	168.000,00	0%
03 Frais de fonctionnement	REGIE	21.600,00	0,00						0,00	21.600,00	0%
04 internet	REGIE	46.080,00	0,00						0,00	46.080,00	0%
	REGIE	8.224.620,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	8.099.015,80	2,00
	COGEST	9.775.380,00	0,00						0,00	9.775.380,00	0,00
TOTAL		18.000.000,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	?	1,00



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811 Printed on 9/03/2016

page: 4

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : **Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR**

Budget Version : **C01** Year to month : 31/01/2016

Currency : **EUR**

YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing**

				2016								
Status	Fin Mode	Amount	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec	
05 Fournitures de bureau	REGIE	7.200,00	0,00						0,00	7.200,00	0%	
06 Missions Direction (24/an ,	REGIE	24.000,00	0,00						0,00	24.000,00	0%	
07 Missions chauffeurs	REGIE	72.000,00	0,00						0,00	72.000,00	0%	
08 Frais de communication	REGIE	17.960,00	0,00						0,00	17.960,00	0%	
09 Formation (participation	REGIE	36.000,00	0,00						0,00	36.000,00	0%	
10 Frais de consultance (inclus	REGIE	46.000,00	0,00						0,00	46.000,00	0%	
11 Autres frais de	REGIE	32.000,00	1.758,93	6,46				6,46	1.765,39	30.234,61	6%	
04 Frais de fonctionnement		437.960,00	0,00	76,22				76,22	76,22	437.883,78	0%	
01 Loyer de bureau (+ eau et	REGIE	33.600,00	0,00						0,00	33.600,00	0%	
02 Services et frais de	REGIE	26.400,00	0,00						0,00	26.400,00	0%	
03 Frais de fonctionnement	REGIE	120.000,00	0,00						0,00	120.000,00	0%	
04 Frais de fonctionnement	REGIE	0,00	0,00						0,00	0,00	?	
05 Télécommunications	REGIE	24.000,00	0,00						0,00	24.000,00	0%	
06 Fournitures de bureau	REGIE	24.000,00	0,00						0,00	24.000,00	0%	
07 Missions Direction (24/an ,	REGIE	6.000,00	0,00						0,00	6.000,00	0%	
08 Missions chauffeurs	REGIE	72.000,00	0,00						0,00	72.000,00	0%	
09 Frais de communication	REGIE	17.960,00	0,00						0,00	17.960,00	0%	
10 Formation (participation	REGIE	36.000,00	0,00						0,00	36.000,00	0%	
REGIE		8.224.620,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	8.099.015,80	2,00	
COGEST		9.775.380,00	0,00						0,00	9.775.380,00	0,00	
TOTAL		18.000.000,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	?	1,00	



Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811, Dated as 31/01/2016

Page: 5

Budget vs Actuals (Year to Month, by Quarter) of BEN1302811

Project Title : Appui au développement des filières agricoles au Bénin (volet régional). PAVR

Budget Version : C01

Year to month : 31/01/2016

Currency : EUR

YtM : Report includes all closed transactions until the end date of the closed closing

2016											
Status	Fin Mode	Amount	2015	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	Total Exp.	Balance	% Exec
11 Frais de consultance (inclus	REGIE	46.000,00	0,00						0,00	46.000,00	0%
12 Autres frais de	REGIE	32.000,00	0,00	76,22				76,22	76,22	31.923,78	0%
05 Frais de fonctionnement		277.600,00	0,00	-1.140,27				-1.140,27	-1.140,26	278.740,26	0%
01 Services et frais de	REGIE	16.800,00	0,00	53,36				53,36	53,36	16.746,64	0%
02 Frais de fonctionnement	REGIE	62.400,00	0,00	124,78				124,78	124,78	62.275,22	0%
03 Frais de fonctionnement	REGIE	9.600,00	0,00						0,00	9.600,00	0%
04 Fournitures de bureau	REGIE	14.400,00	0,00	4,57				4,57	4,57	14.395,43	0%
05 Missions Direction (24/an ,	REGIE	43.200,00	0,00	53,36				53,36	53,36	43.146,64	0%
06 Missions chauffeurs	REGIE	33.600,00	0,00	358,26				358,26	358,26	33.241,74	1%
07 Frais de communication	REGIE	9.600,00	0,00						0,00	9.600,00	0%
08 Formation (participation	REGIE	10.000,00	0,00						0,00	10.000,00	0%
09 Frais de consultance (inclus	REGIE	46.000,00	0,00						0,00	46.000,00	0%
10 Autres frais de	REGIE	32.000,00	0,00	-1.734,59				-1.734,59	-1.734,59	33.734,59	-5%
06 Audit et Suivi et Evaluation		240.000,00	0,00	4.779,28				4.779,28	4.779,28	235.220,72	2%
01 Evaluation (MP et F)	REGIE	100.000,00	0,00						0,00	100.000,00	0%
02 Suivi (CTB Est)	REGIE	20.000,00	0,00	4.779,28				4.779,28	4.779,28	15.220,72	24%
03 Audit	REGIE	120.000,00	0,00						0,00	120.000,00	0%
99 Conversion rate adjustment											0%
	REGIE	8.224.620,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	8.099.015,80	2,00
	COGEST	9.775.380,00	0,00						0,00	9.775.380,00	0,00
	TOTAL	18.000.000,00	55.715,29	69.888,90				69.888,90	125.604,20	?	1,00



4.6 Ressources en termes de communication

NA

4.7 Feuille de route PROFI VO

N°	Etape	Date butoir	Responsable (point focal)	Livrables	observations
	Exploitations agricoles et OPA				
1	Définition des CVA pour chaque filière ; basins de production et actions prioritaires	31/12/2015	UAC/UFR-AD/MC	Descriptions CVA; bassins et fiches	canevas/fiches harmonisés
1.1	Réaliser Fiche « type » CVA	15/11/2015	UAC/UFR-AD/MC		Réalisé
1.2	Elaborer les critères de détermination des basins de production ; par exemple selon les critères de marché/commercialisation, routes, superficie (AHA/eau), producteurs ; genre/environnement (climat)/ pluviométrie, sols, disponibilité/potentialité de transformation, potentialité/disponibilité intrants, disponibilité SNF, IMF,..	01/10/2015	équipe UFR (Co Resp), impliquer (INRAB), CARDER	Rapports d'atelier	Réalisé
1.3	Relecture plan filières/ études DET/Documentation INRAB, sur CVA et basins de production déjà retenus ; actualisation par	01/10/2015	Par UFR MC = GB AD= AD	CVA, basins et actions des documents (plans, det, autres) croisés;	Réalisé
1.4	Proposer CVA, Basins de production et actions prioritaires rapport aux expériences et pratiques actuelles	01/10/2015	Par UFR MC = GB AD= AD OPA (INRAB), CARDER	Basins de productions identifiés Fiche par bassin de production avec actions priorités	Réalisé; attente cartographie au niveau de l'AD

N°	Etape	Date butoir	Responsable (point focal)	Livrables	observations
1.5	Atelier de Restitution/ Information (participation, UAC, UFR, UFAI, OPA, CARDER, INRAB, repr Communes, préfecture) ;	20/01/2016	UFR/MC UFR/AD	Rapport d'information des bassins de production et actions à retenir par bassin	Réalisé
2	Elaborer les paquets « MIC »				
2.1	Réaliser fiche « type » de présentation paquets (inspirer modèle MIP) ; Ciblage des type d'acteurs ; maillon ; équipement, matériel, intrants, appui conseil, mode de financement éligible..	27/10/2015 (UAC)	UAC/UFR-AD/MC		Réalisé
2.2	Réaliser les paquets MIC ; proposition de contenu des MIC en lien avec CVA et zones et axes retenues ; (3 ans dégressif).... ; prendre en compte les expériences	30/11/2015	Avec équipe UFR /OPA/CARDER (INRAB))		Réalisé (AQ à faire)
	Définir les types de PEA à renforcer /cibler				Réalisé (AQ à faire MC)
3	Réaliser manuel révisé et simplifié				
	Evaluation du manuel FODEFI/FIPEA et draft manuel révisé				Réalisé
3.1	Adapter le manuel MIC/PEA (principes, rôles responsabilités des comités, circuits de sélection, suivi, modèle de contrats,... etc.)	31/01/2016	UFR		En cours dans le cadre des IC
3.2	Valider manuel à l'interne Atelier de restitution des d'outils /manuel MIC/PEA	15/02/2016 22/02/2016	UFR	TDR/Rapport	Implication FNDA
3.3	Réaliser Manuel définitif	25/02/2016	UFR/UAC	Nouveau manuel simplifié,	prise en compte des observations / lien FNDA
4	SMCL de validation (processus et ciblage CVA, Basins, paquets)	15/03/2016	UAC	PV SMCL avec approbation	CVA, zones, les paquets, et manuel

N°	Etape	Date butoir	Responsable (point focal)	Livrables	observations
5	Information général à faire aux partenaires (ANE, PTF,..); lancement national et information régional ; publicité	23/24/03/2016	UAC	PV GTA	CVA, zones, les paquets, et manuel
5,1	Formation Unions /OPA/PSNF /CARDER	29/30/03/2016	UFR	Stratégie d'indentification /sélection	Rencontres Animateurs/ OPA +
				TDR de formation	CARDER pour rôle ; contrôle des animateurs; appui à la structuration / organisation (Coaching. Formations,..)
5,2	Lancer MP pour matériel/invt MIC- PEA Simple	01/04/2016	UFR/UAC	liste des fournisseurs agréés	Identification des fournisseurs agricoles agréés en cours
6	Entreprenariat agricole				
6,1	Mapping des centres/entreprises spécialisés (conseil-gestion comme ABC SNV, ..); recrutement BC	01/12/2015	UAC	bureaux d'appui aux PEA+ recruté	Contacts réalisés avec ABC, SNV, Finagro, pour mieux connaître le marché d'appui aux PEA+; recrutement BC à préparer
7	Infrastructures/services communaux				
7,1	Vérification et raffinement des cartographies des bas-fonds, bassins, nappes et sélection des zones d'intervention ou des noyaux de croissance par CVA (plus de travail à faire dans le MC) ; Confirmation (direction de l'hydraulique) ; Protos/ Africa-Rice/ Cellule bas fonds	01/09/2016	UFR /UAC	Pré-études pour meilleure ciblage des bas fonds	En cours; contacts avec EU, PROTOS, Cellule Bas Fonds réalisé; cartographie bas fonds réalisé dans le MC et en cours dans l'AD;
7,2	Pré-études des sites pour les aménagements hydro-agricoles.	01/09/2016	UFR	Pré-études pour meilleure ciblage des bas fonds	En cours dans le cadre des IC
7,3	Elaboration des modèles 'types' aménagements/infrastructures	31/12/2016	UFR	Modèles types disponibles ; utilisés pour IC	En cours dans le MC à faire dans AD (réalisé par ATN/MC)

N°	Etape	Date butoir	Responsable (point focal)	Livrables	observations
7,4	Par zone ce qui existe AHA, sondages nappes, architecture, analyse de fonctionnement et proposition de type d'aménagement/irrigation (équipements ; prix,..)Infrastructures	31/12/2016	UFR	Sondages et taux de probabilité de présence d'eau connu	A faire dans les zones de production
7,5	Magasin type « intrants » ; vivriers ; oignon/ pomme de terre, etc.. (normes, ...); (+ Africa Rice, Protos,..KfW.., CARDER, PACER, PADA..) ; respect HACCP (ASPS); Unités de transformation riz/ (anacarde)	20/04/2016	UFR/UAC	plans types	pas encore réalisé; contact ASPs, MAEP, PTF, seront prises
7,6	Lecons de l'experience ingénierie sociale	01/03/2016	UFR/UAC	Rapport d'évaluation; DAO adapté	Réalisé
8	Gouvernance filière				
9	Gestion/coordination		UAC		
9,1	Stratégies opérationnelles	30/04/2015	UAC	Stratégie approuvé SMCL	
9,2	Leçons après EF	01/02/2016	UAC	Rapport EF	Evaluation réalisé; attente version définitive
9,3	Stratégie recrutement AT (architecture fonction) et recrutement des AT par MAEP et CTB ;	01/10/2015	UAC	Stratégie élaboré	Stratégie Réalisé;
9,4	Fit opérationnel disponible PROFI (non concordance entre FIT et CL)	01/02/2016	UAC	Fit installé	Réalisé; reste sous fit; voir possibilité d'un seule CL lié au FIT
9,5	Bureaux prévoir construction extension UFR/AD ; construction nouvelle au niveau de CARDER MC.. PIP	30/06/2016	UAC/UFR-AD	Bureaux construit	UFR MC; indetification des lieux réalisé; décision de construction pour l'AD également au niveau de CARDER;
9,6	Plan de clôture FAFAIA	31/03/2016	UAC	plan approuvé par SMCL	Plan excel élaboré; plan narratif en cours

N°	Etape	Date butoir	Responsable (point focal)	Livrables	observations
9,8	Recrutement ATN	31/12/2015	UAC	ATN en place selon description DTF	Recrutement en cours ATN appui filières nationales
9,1	Atelier partage DTF/base line	30/03/2016	UAC	Cadre logique et baseline	Réalisé (MDF); Finalisation fin mars